

L'Égalité

«Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales» LENINE

Pour une révolte des travailleurs et des jeunes !

Mettons un coup d'arrêt à la politique de Hollande !

18 mars et le 12 avril 2014... Grève et manifestations

Dans les semaines à venir, il est possible de créer un rapport de force, une mobilisation générale de tous et toutes pour stopper la politique de François Hollande, de son gouvernement et du MEDEF. Et il faut s'y préparer.

Le 18 mars, tous en grève ! tous dans la rue !

Les raisons d'être en colère ne manquent pas. Pour arrêter de subir les plans de licenciements, les fermetures de site, les coupes budgétaires, il faut s'unir autour de ces axes de lutte pour les travailleurs, pour la majorité de la population. Jusqu'alors, il a manqué une riposte à la hauteur de l'ampleur des attaques. Le 18 mars 2014, une journée de grève interprofessionnelle et unitaire est appelée par les syndicats CGT, FO, SUD, FSU... Cette première journée de grève tous ensemble doit permettre de se donner confiance et doit être une démonstration forte de la colère des travailleurs et des travailleuses ! Marre de laisser passer toutes ces attaques sur nos salaires, nos conditions de vie et de travail. Un maximum de gens doit faire grève, et les précaires, les chômeurs, les retraités, les lycéens et les étudiants doivent se joindre à cette mobilisation !

Et cela peut être l'occasion de discuter ensemble pour que cette journée ne soit pas sans suite. Pour mettre un vrai coup d'arrêt à cette politique, il faut un mouvement de grève massif

et déterminé. La prochaine grève doit valoir le coup en stoppant totalement l'économie par des grèves et des blocages de masse, notamment sur les zones industrielles et de transport routier et ainsi s'en prendre aux profits des gros capitalistes. Les grévistes doivent savoir comment être utiles et efficaces ! D'ailleurs, au lieu de discuter des propositions du Medef ou des nouvelles coupes du gouvernement, c'est ce type de mouvement que devraient enclencher les syndicats partout en France.

Pour une manifestation de révolte le 12 avril !

Il faut affaiblir le camp des capitalistes durablement. Pour cela, le combat ne peut pas rester sur le terrain social, découpé du politique. Le pendant de nos luttes c'est de construire, avec la colère et l'envie de découdre de chacun, une véritable opposition de gauche à ce gouvernement.

Le samedi 12 avril prochain, les forces politiques telles que le Parti de gauche, le PCF, le NPA... qui refusent l'austérité d'Hollande appellent à une grande manif de révolte de gauche. Cette journée doit être massive, combative. Et elle doit servir de premier pas pour une opposition de gauche capable de traduire la révolte et la colère actuelles et de regrouper tous ceux et toutes celles qui refusent les licenciements, les privatisations, la dictature des marchés capitalistes, des grands patrons et des groupes d'actionnaires.

La Gauche révolutionnaire appelle tous ceux qui veulent résister et lutter à nous rejoindre pour organiser ces

journées de lutte et en faire des journées de révolte ! Préparons une grande mobilisation contre la politique d'Hollande et du MEDEF ! Dans les semaines qui viennent, la pression doit monter !

Le 18 mars contre l'austérité, le pacte de responsabilité, pour des hausses de salaires et contre les licenciements et la casse de la protection sociale, et dans la suite le 12 avril tous à Paris pour montrer qu'une opposition de gauche est possible et nécessaire !

Assez de cette société !

Ce système n'a rien à nous apporter d'autre que le chômage, la misère, la surexploitation, le racisme, l'antisémitisme et le sexisme. Une vraie opposition à Hollande et au Medef doit être combative et déterminée à organiser la lutte. Elle doit se doter d'un programme capable d'emmener une majorité de la population à résister et à lutter. Pour lutter efficacement contre les conséquences dramatiques du capitalisme, il faut en finir avec ce système. Nous nous battons pour une société socialiste, une société démocratique où l'économie pourra être planifiée en fonction des besoins sociaux, démocratiques, culturels et d'une gestion intelligente des ressources naturelles par la propriété publique et collective des moyens de production, d'échange et de transport ainsi que les ressources naturelles. Une organisation démocratique de l'économie et de la société dans les lieux de travail et de vie, dans laquelle tous et toutes décideront en fonction des besoins et non plus pour les profits ! C'est le sens du travail militant de la Gauche révolutionnaire ! N'hésitez pas à discuter avec nous, à militer ! Rejoignez nous !

Un gouvernement au service exclusif des intérêts des patrons, des banques et des actionnaires

Avec un taux de satisfaction de 17% selon les dernières estimations de TNS Sofres, Hollande a atteint un des pires taux de l'histoire. Et ce n'est pas un hasard ! Depuis son élection, il mène, avec son gouvernement, la même politique que Sarkozy... celle pour laquelle on l'avait délogé ! C'est-à-dire une politique au service des grands patrons, des banques et des actionnaires. Cette politique vise à faire payer toujours plus la crise du capitalisme à la classe ouvrière pour maintenir les profits des capitalistes. Qu'on en juge !

Un constat accablant !

Les entreprises licencient déjà par milliers chaque mois et le chômage atteint de nouveaux sommets. La loi scélérate sur la prétendue « sécurisation de l'emploi » du gouvernement Ayrault-Hollande a encore renforcé l'an dernier les possibilités des patrons de virer massivement leurs salariés. D'ailleurs, il y a eu une constante dans l'action de ce gouvernement à propos de l'emploi : l'inaction coupable vis-à-vis des patrons qui, d'Arcelor-Mittal à PSA en passant par Titan avec Goodyear ou les entreprises de l'agro-alimentaire de Bretagne, ont licencié massivement des travailleurs et des travailleuses.

Il y a eu aussi la énième réforme de la retraite dans l'exacte ligne des réformes de l'ère Sarkozy et celles antérieures. Et la retraite n'est pas la seule branche de la protection sociale qui est attaquée. C'est tout le système de protection sociale solidaire et par répartition qui a été, est, ou sera attaqué afin de baisser nos salaires en diminuant les cotisations versées directement par les patrons. Ceci permet d'accroître la « compétitivité » des entreprises selon les termes du patronat et du gouvernement. Ainsi la branche « famille » risque de disparaître de la protection sociale si on ne se mobilise pas contre le Pacte de responsabilité. Les mêmes arguments reviennent : les salariés coûtent trop cher et les pauvres sont des assistés.

Par contre, les grands patrons s'octroient des

salaires mirobolants. En 2013, le salaire moyen annuel des patrons du CAC 40 était environ de 3,5 millions d'euros ! Soit près de 240 années de travail d'un Smicard. Les 10 personnes les plus riches de France avaient une fortune cumulée en 2013 de 135,5 milliards d'euros. Dans le même temps les entreprises perçoivent jusqu'à maintenant environ 175 milliards d'euros par an d'aides publiques de l'Etat et des différentes collectivités territoriales – et pour quel résultat ? Un taux de chômage officiel de près de 11% en augmentation continue depuis 3 ans ! Enfin les entreprises du CAC 40 ont fait 48 milliards d'euros de profits l'année dernière. Ce n'est pas la crise pour les gros capitalistes !

Et que fait le gouvernement afin d'améliorer les revenus de la grande majorité de la population ? La loi reprenant l'ANI (accord national interprofessionnel) de 2013 qui institutionnalise le chantage patronal à la baisse des salaires contre le maintien (même pas assuré) de l'emploi pour le secteur privé, gel des salaires pour les agents publics (et peut-être le gel des évolutions de carrière) et hausse de la TVA, qui impacte bien plus les classes populaires et moyennes !

Concernant les dépenses publiques, la dette publique a été créée par 40 ans de politiques libérales. Le gouvernement prévoit encore 50 milliards de coupes supplémentaires afin de financer les cadeaux pour les patrons. Ceci entraînera encore la suppression de services publics (écoles, hôpitaux et autre), et empêchera toujours plus les services restants d'être de qualité et vraiment pour tous.

Alors, qui coûte réellement trop cher ? Qui sont réellement les assistés ? En réalité avec la « compétitivité » des entreprises, c'est le profit pour les actionnaires qui est recherché et uniquement cela. Des embauches il n'y en a pas... pas plus que des investissements productifs. Les capitalistes préfèrent, dans leur logique du gain maximum immédiat, les taux de profits de la spéculation boursière plutôt que ceux, trop faibles à leurs yeux, de l'économie productive !

On le voit, comme lors de son voyage aux Etats-Unis où Hollande a mis en place une véritable opération de séduction des entreprises et de défense de leurs intérêts. A un point tel que l'UMP n'a rien de pire à proposer que le Pacte de responsabilité et que le patronat unanime félicite le gouvernement pour son action. De l'autre côté, la répression contre les travailleurs et les syndicalistes qui luttent continue comme avec Sarkozy... Les pétales de roses pour les patrons et les épines pour les travailleurs !

L'élection d'Hollande n'avait pas suscité ni adhésion ni un espoir démesuré. Cependant, en virant Sarkozy, on pouvait s'attendre à ce que cela soit un peu moins dur pour la vie quotidienne. Mais en se réclamant de « gauche » tout en faisant une politique anti-ouvrière et antipopulaire, le gouvernement et le PS veulent faire croire qu'aucune politique n'est possible en faveur des travailleurs et de la majorité de la population. C'est faux : le gouvernement Hollande-Ayrault fait cette politique parce qu'il a accepté d'engager le combat contre les travailleurs, les privés d'emplois et la majorité de la population ! Montebourg restaure davantage les profits des gros capitalistes que les emplois. Les différences entre le gouvernement PS et l'UMP au niveau économique et social sont très minimes aujourd'hui. Il n'y a rien à attendre de ce gouvernement et de tous les partis politiques qui justifient les licenciements, les coupes budgétaires par la crise économique alors même que les profits sont énormes.

La coupe est pleine ! Faisons éclater notre révolte !

Nous refusons d'être encore davantage exploités ! Hollande fait une politique d'austérité sévère qui ne dit pas son nom et avec le pacte de responsabilité et les 50 milliards de coupes supplémentaires il n'en est qu'au début. Tout cela se fait sur le dos de ceux et celles qui travaillent,

souvent pour des salaires dérisoires et qui produisent toutes les richesses de ce pays sans en voir la couleur, sur le dos aussi des dizaines de milliers de licenciés-es et de tous ceux et celles, français et étrangers que cette société, injuste et pourrie, exploite et exclut. Qui peut croire que Hollande va pouvoir continuer ainsi jusqu'en 2017 ? Hollande et Ayrault savent que la colère gronde et qu'ils sont en position instable.

Ainsi, la mobilisation des travailleurs bretons, cet automne, contre les plans de licenciements a pris une forme de quasi révolte régionale. Si des patrons locaux y ont mis leur nez c'est parce qu'ils sentent bien le potentiel explosif de la période et qu'ils le craignent. Si ils ont pu le faire, c'est parce que les organisations syndicales et les partis politiques à gauche du PS et des Verts n'ont pas été assez offensifs, quelles qu'en soient les raisons. Qu'aurait pu donner une lutte déterminée, unitaire des travailleurs contre les licenciements en Bretagne si ce n'est l'envie aux autres travailleurs partout en France, menacés ou déjà privés d'emplois, de lutter de la même manière et ensemble ? Un récent sondage montre cette colère parmi les 18-34 ans. A la question « Est-ce que tu participerais à un mouvement de révolte type Mai 68 demain ou dans les prochains mois ? », ils sont 61 % à dire oui. Tous quasiment égaux dans la colère, femmes et hommes « tirés d'affaire » et jeunes en galère... 66 % des intérimaires, 63 % des chômeurs, 60 % des étudiants. Et même 54 % des employés en CDI !

Il est temps que s'expriment la colère et la révolte et qu'on ne la laisse pas détourner de ses objectifs : refuser les injustices que produit cette société qui n'offre pas une vie décente à la majorité ni un véritable avenir à la jeunesse, stopper les plans de licenciements, mettre un coup d'arrêt aux attaques contre les services publics, contre les bas salaires et la destruction de la protection sociale !

Aux municipales, pour un vote de colère en faveur des travailleurs, de la jeunesse et de la majorité de la population !

Notre vote devra être une sanction mais aussi un moyen de montrer la voie pour lutter. Il faut coller une raclée politique aux partis qui dans le cadre de l'alternance mènent la même politique pour les capitalistes depuis des années, comme le l'UMP et le PS. Et il faut voter pour des listes qui rejettent clairement l'austérité et les bas salaires, et qui refusent la recherche du compromis avec le gouvernement qui nous envoie dans le mur.

Le Front de gauche part désuni dans ces élections : parfois des listes FdG sont présentées avec le Parti communiste mais envisagent dès à présent au 2ème tour de fusionner leur liste avec le PS en acceptant son programme politique, parfois, le PC se présente dès le premier tour avec le PS. Comment être crédible en s'alliant au parti au pouvoir qui mène les attaques contre le monde du travail tout en disant qu'on s'oppose à cette politique ? Certains cas de figure locaux peuvent parfois faire comprendre une position plus souple : maire estampillé PS mais qui s'oppose à la politique du gouvernement, FN menaçant avec un programme de casse sociale... Il y avait même des fusions « techniques » de liste pour le second tour (les listes entre 5 et 10% fusionnant avec la liste de la gauche), c'est à dire sans aucun accord de programme avec le PS mais pour contourner la loi antidémocratique qui fait que quand on fait 9% des voix on ne peut pourtant pas se maintenir au second tour et avoir 9% des sièges. Mais le PS refuse cela en général aujourd'hui.

Il aurait fallu que se constituent des listes d'opposition de gauche sur un programme réellement social, défendant notamment l'exigence d'un emploi, d'un logement décent et de services publics en nombre et gratuits pour tous et toutes. De telles

listes, tout à la fois contre la politique de Hollande et contre la droite et l'extrême droite pourraient être un moyen d'exprimer notre colère dans ces élections sans déconnecter cela des luttes sociales en cours, et de la nécessité pour défendre les intérêts des travailleurs et de la population, de s'attaquer au capitalisme et à leur course au profit. Mais les partis à gauche du PS restent divisés en particulier sur leurs tactiques électorales et de ce fait restent peu crédible. Il n'est pas rare d'avoir sur une même ville trois listes à gauche du PS et des Verts : NPA, LO et Front de Gauche. Bien souvent c'est ce dernier qui a le plus d'audience, grâce notamment à l'audience de Jean Luc Mélenchon qui régulièrement dénonce la capitulation du PS devant les capitalistes. C'est certainement en faisant que ces listes-là aient le meilleur score possible qu'il sera montré qu'il peut y avoir une véritable opposition de gauche, nécessaire pour combattre la politique de Hollande et de son gouvernement.

La Gauche révolutionnaire est en faveur de listes qui pourraient être un appui pour la nécessité de construire une opposition de gauche à la politique du PS et du MEDEF et pour la construction d'un rapport de force par nos mobilisations. Cela signifie que nous appelons de manière critique à voter selon les cas pour les listes du Front de gauche, du NPA ou même de Lutte ouvrière, en particulier en fonction de leur clarté de positionnement vis-à-vis du gouvernement et de leur dynamique. C'est le principal enjeu de ce vote : soutenir les listes qui ont le plus d'audience et qui se positionnent clairement contre la politique de Hollande pour que cela soit un point d'appui dans les luttes à venir contre les nouvelles mesures d'austérité du gouvernement et contre les nouvelles attaques du patronat contre les travailleurs.

Le vote FN, une fausse alternative

Pour beaucoup d'entre nous, le PS et l'UMP ça revient au même. Alors que faire lors des prochaines élections, qu'est ce qui peut renforcer le camp des travailleurs, des privés d'emplois, des jeunes ?

Certainement, et on peut le comprendre, nombreux seront ceux qui s'abstiendront. Mais dans la plupart des cas c'est une abstention passive par dégoût des reniements successifs en particuliers ceux de la prétendue « gauche ». D'autres seront tentés de voter FN car ils veulent un tremblement de terre politique. C'était déjà le cas en 2002 lors des élections présidentielles. On a bien vu que ce n'est pas le vote FN qui a changé quoi que ce soit à l'époque, mais bien les nombreuses luttes de résistances des travailleurs et des jeunes contre l'attaque sur les retraites de 2003, ou le CPE en 2006.

La corruption des politiciens est telle qu'elle n'inspire que le dégoût. Médias et politiciens prétendent que ce ne sont que quelques pommes pourries qu'il suffirait de retirer du panier. Pourtant rien qu'entre l'affaire Dassault à Corbeil, le scandale Cahuzac, ou les actuelles affaires autour de Copé ou Sarkozy, on voit bien que c'est tout le système qui est corrompu et non simplement des individus qu'il suffirait de remplacer comme le FN le prétend. Le FN occupe juste un « créneau » électoral, les Le Pen sont riches à millions et le programme du FN ne remet absolument pas en cause la vraie origine de la corruption, le capitalisme,

Il est possible qu'avec le ras-le-bol dû aux dizaines d'années de trahisons de la gauche, de chômage de masse persistant, et cela, combiné

à des raisons plus locales, le FN gagne certaines mairies aux municipales ou obtient un gros score, parfois par absence d'opposition de gauche à Hollande ou à ses amis locaux. La colère est telle qu'elle s'exprime un peu dans tous les sens. Mais le vote FN est inefficace contre les classes dirigeantes. Pourquoi ? Parce que ce vote n'affaiblit pas le pouvoir des capitalistes, il ne s'en prend pas aux racines du chômage et des inégalités : l'exploitation capitaliste. En fait, le FN fait même le jeu du grand patronat, des banques etc, qu'il prétend dénoncer. D'une part, il est pour des mesures d'austérité. D'autre part il est contre le fait que les travailleurs luttent (Marine Le Pen avait qualifié ceux qui faisaient grève en septembre 2010 contre la casse des retraites de « voyous »), et surtout il est pour les diviser les travailleurs entre français et étrangers : autant de choses qui ne servent qu'aux grands patrons et aux groupes d'actionnaires.

Quant à une gestion municipale différente ou « en faveur du peuple » les rares villes dirigées par le FN ont avant tout vu les centres sociaux et culturels fermer, et disparaître l'aide aux associations de quartier comme ça a été le cas à Vitrolles, Marignane ou Orange. Certains pensent qu'en votant FN, cela va permettre de montrer leur colère, mais le programme du FN laisse aux capitalistes de beaux jours devant eux et pour nous toujours plus de misère, de chômage et certainement encore moins de possibilité de résister et de se révolter.

N'hésitez pas à nous contacter
www.gaucherevolutionnaire.fr
 "Les Amis de L'Égalité"
 82, rue Jeanne d'Arc, centre 166, 76000 Rouen
grcontact@hotmail.com
Tel : 06.14.07.45.19
 ou 09.54.79.19.17
 Et sur Facebook : facebook.com/gaucherevolutionnairecio

A lire sur notre site www.gaucherevolutionnaire.fr

- ▶ Vie chère, précarité générale pour une majorité de femmes travailleuses ou jeunes : y'en a marre !
- ▶ Ukraine, les raisons de la crise
- ▶ Cuba : de nouvelles luttes pour de vieux défis

et bien d'autres articles